

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2172

[C — 2007/31201]

29 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les quotas de certificats verts pour l'année 2008 et suivantes pris en application de l'article 28 § 2, troisième alinéa de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 28 § 2, troisième alinéa;

Vu l'avis SR-20061122-50 du Service Régulation de l'IBGE du 22 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2007;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, des Primes à la Rénovation et des Espaces verts;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le quota est de :

2,5 % pour l'année 2008

2,5 % pour l'année 2009

2,75 % pour l'année 2010

3 % pour l'année 2011

3,25 % pour l'année 2012

Art. 2. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a l'Energie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau,
des Primes à la Rénovation et des Espaces verts;

E. HUYTEBROECK

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2172

[C — 2007/31201]

29 MAART 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van de quota voor groenstroomcertificaten voor het jaar 2008 en de volgende genomen in toepassing van artikel 28 § 2, derde lid van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 28 § 2, derde lid;

Gelet op het advies DR-20061122-50 van de Dienst Regelgeving van het BIM van 22 november 2006;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 mei 2007;

Op voorstel van de Minister belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Renovatiepremies en Groenvoorzieningen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De quota zijn :

2,5 % voor het jaar 2008

2,5 % voor het jaar 2009

2,75 % voor het jaar 2010

3 % voor het jaar 2011

3,25 % voor het jaar 2012

Art. 2. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Energie, is belast met de tenuitvoerlegging van dit besluit.

Brussel, 29 maart 2007.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Renovatiepremies
en Groenvoorzieningen,

E. HUYTEBROECK

22 NOVEMBRE 2006. — Avis SR-20061122-50 du service régulation relatif au quota de certificats verts des années 2007 et suivantes pour promouvoir l'électricité verte et la cogénération de qualité en Région de Bruxelles-Capitale donné en application de l'article 28 § 2 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

I. FONDEMENT JURIDIQUE

1. L'article 28 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (dénommée ci-après l'« ordonnance électricité ») est rédigé comme suit :

Art. 28. § 1^{er}. *En vue d'encourager la production d'électricité verte ainsi que la cogénération de qualité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, il est établi un système de certificats verts.*

Après avis du Service, le Gouvernement arrête les critères, les conditions et la procédure d'octroi des certificats verts, ainsi que la procédure de certification des installations de production d'électricité verte et des unités de cogénération.

Le Service est chargé de la délivrance des certificats verts de manière objective et non discriminatoire (...).

§ 2. Tout fournisseur, à l'exclusion du gestionnaire de réseau de distribution, remet au Service un nombre de certificats verts correspondant au produit du quota annuel qui lui est imposé en vertu du présent paragraphe, par le total des fournitures à des clients éligibles établis en Région de Bruxelles-Capitale, exprimées en MWh, qu'il a effectuées au cours de l'année, divisé par 1 MWh.

Le quota est de :

1° 2 % pour l'année 2004;

2° 2,25 % pour l'année 2005;

3° 2,5 % pour l'année 2006.

Le Gouvernement arrête, après avis du Service, les quotas pour les années suivantes, sur base de l'évolution du marché de l'électricité verte et du fonctionnement du marché libéralisé.

Après avis du Service, le Gouvernement détermine les conditions auxquelles des certificats verts émis par d'autres autorités peuvent être remis par les fournisseurs au Service ainsi que les modalités pratiques d'exécution du présent paragraphe § 3. En cas d'inexécution totale ou partielle de l'obligation visée au § 2, une amende est imposée par le Service au fournisseur défaillant conformément à (l'article 32, § 2bis.)

2. Le mécanisme de soutien à l'électricité verte de la Région de Bruxelloise s'inscrit dans le cadre de deux directives européennes : la directive 2001/77/CE relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable et la directive 2004/8/CE relative à la promotion de la cogénération.

Dans la directive 2001/77/CE se trouvent repris les objectifs indicatifs nationaux des Etats membres pour la part de l'électricité verte dans la consommation brute de l'électricité en 2010. Chaque région fixe quant à elle ses objectifs en fonction du potentiel local de développement de nouvelles installations vertes. L'objectif indicatif de la

Belgique est de 6 % d'électricité verte en 2010. L'objectif européen est de 22 % d'électricité verte en 2010.

II. EXPOSE PREALABLE ET ANTECEDENTS ETAT DU MARCHE DES CERTIFICATS VERTS

Le marché des certificats verts est en place depuis mai 2004 (1). Vu l'état du marché des certificats verts en 2004, le Service Régulation n'a pas perçu l'amende administrative pour le non respect de l'obligation visée à l'article 28 § 2 de l'ordonnance. L'obligation fut par contre appliquée pour l'année 2005, vu la reconnaissance de certificats verts wallons pour le quota bruxellois et la possibilité de les présenter au Service.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution de la production de certificats verts à Bruxelles depuis sa mise en place.

Trimestre	Nombre de CV octroyés
2004-trim4	3 512
Total 2004	3 512
2005-trim1	3 173
2005-trim2	0
2005-trim3	0
2005-trim4	4 807
Total 2005	7 980
2006-trim1	9 030,3
2006-trim2	1 444,9
Total 2006	10 475,2
Total	21 967,2

Tableau 1 : Evolution de la production de certificats verts à Bruxelles

Un total de 21 967,2 certificats verts ont été octroyés jusqu'à ce jour sur une période de 21 mois.

Actuellement, on compte 25 installations de production d'électricité verte en Région de Bruxelles-Capitale, pour une capacité totale de 17,8 MW installés.

- 22 installations de cogénération (17,42 MW), dont 5 certifiées en 2006.

- 3 installations photovoltaïques (38 kW), toutes certifiées en 2006.

Le nombre de producteurs verts correspondant aux 25 installations certifiées s'élève à 7.

Depuis 2001, les moyens de production ont augmenté de 11 MW, s'agissant essentiellement de la cogénération au gaz naturel.

PARC DE PRODUCTION D'ELECTRICITE PRODUITE À PARTIR DE
SOURCES D'ENERGIE RENOUVELABLES ET DE COGENERATION
DE QUALITE

Le parc de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (E-SER) de la Région de Bruxelles-Capitale, au sens de la directive 2001/77/CE, est de 38 kW. La production annuelle de ce parc est estimée à 34,2 MWh d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, soit 0,0000062 % de la consommation d'électricité

bruxelloise. Le restant du parc de production bruxellois est constitué de la cogénération au gaz qui ne fait pas partie des sources d'énergies renouvelables au sens de la directive 2001/77/CE mais répond aux objectifs d'économie de CO2 de la directive 2004/8/CE relative à la promotion de la cogénération.

A Bruxelles, la notion d'électricité verte recouvre à la fois l'E-SER et l'électricité issue de la cogénération de qualité.

MECANISME DE RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS VERTS WALLONS

L'arrêté ministériel du 3 mai 2005(2) a établi la reconnaissance des certificats verts wallons pour le respect du quota en Région de Bruxelles-Capitale. La reconnaissance des certificats verts wallons a permis aux fournisseurs de satisfaire à leurs obligations de quota pour l'année 2005.

RETOUR QUOTA DE CERTIFICATS VERTS EN 2005

Un volume de 3.938 GWh d'électricité ont été fournis aux clients éligibles en 2005. Le quota étant de 2,25 %, cela représente un nombre de 88 610 certificats verts à remettre.

Les fournisseurs ont pratiquement tous satisfait à leur obligation en matière de certificats verts pour l'année 2005. Seulement 51 certificats verts n'ont pas été rendus. Le tableau ci-dessous récapitule le retour quota de l'année 2005.

Quota (%)	2,25%
Electricité fournie aux clients éligibles	3 938 383 MWh
Nombre de CV à rendre	88 610
Nombre de CV bruxellois rendus	7 458
Nombre de CV wallons rendus	81 101
Nombre total de CV rendus	88 559
Nombre de CV non rendus	51
Nombre de CV bruxellois en stock au moment du retour	11 492
Nombre de CV bruxellois en stock au 15/10/2006	14 509,2

Tableau 2 : Le retour quota de l'année 2005

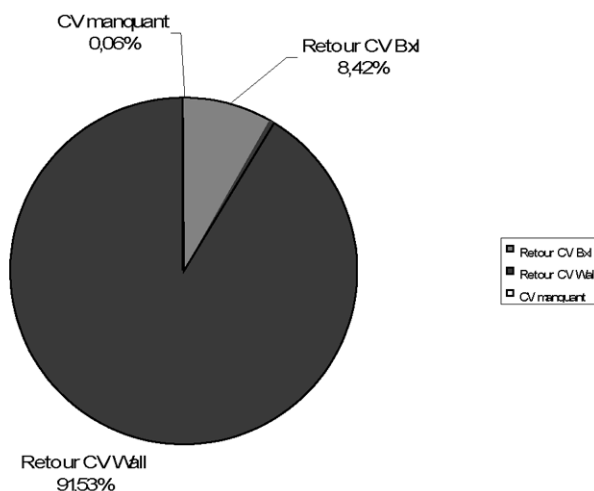


Figure 1 : Répartition selon l'origine du retour quota 2005

La figure 1 illustre la répartition selon l'origine. On constate que 91,53 % des certificats remis en 2005 sont des certificats verts wallons. Le développement de nouveaux moyens de productions d'électricité verte à Bruxelles depuis 2001 n'a pas été assez conséquent pour permettre de satisfaire au quota, et ce malgré le potentiel en cogénération bruxellois très important'. Comme pour toute technologie non répandue, un temps d'apprentissage est nécessaire même si les avantages économiques sont établis.

III. ANALYSE PROSPECTIVE

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE À BRUXELLES

L'évolution de la consommation d'électricité à Bruxelles aura un impact sur le nombre de certificats verts à remettre puisque le quota s'exprime comme un pourcentage de la fourniture d'électricité aux clients éligibles. Nous allons considérer trois scénarios d'évolution de la consommation.

Le premier se base sur l'hypothèse d'une maîtrise de la demande en électricité. Nous faisons l'hypothèse que l'augmentation du prix de l'énergie, ainsi que la mise en œuvre de politiques d'utilisation rationnelle de l'énergie maintiendront la croissance de la consommation à 1 % annuellement.

Le deuxième scénario se base sur une évolution de la consommation de 1,8 % par année.

Il s'agit de l'évolution retenue par les gestionnaires de réseau bruxellois pour l'élaboration de leurs plans d'investissements.

Dans le troisième scénario, nous faisons l'hypothèse que la croissance suit la tendance des dernières années. Nous nous basons pour cela sur le dernier bilan énergétique bruxellois. De 1990 à 2004, la région a connu un taux de croissance annuel moyen de 2,4 %.

La consommation totale d'électricité s'élevait en 2005 à 5.687.665 MWh. La consommation pour les clients éligibles, sur la base de laquelle le quota est calculé, s'élevait à 3.938.383 MWh. La Figure 2 illustre l'évolution de la consommation d'électricité pour les 3 scénarios décrits ci-dessus.

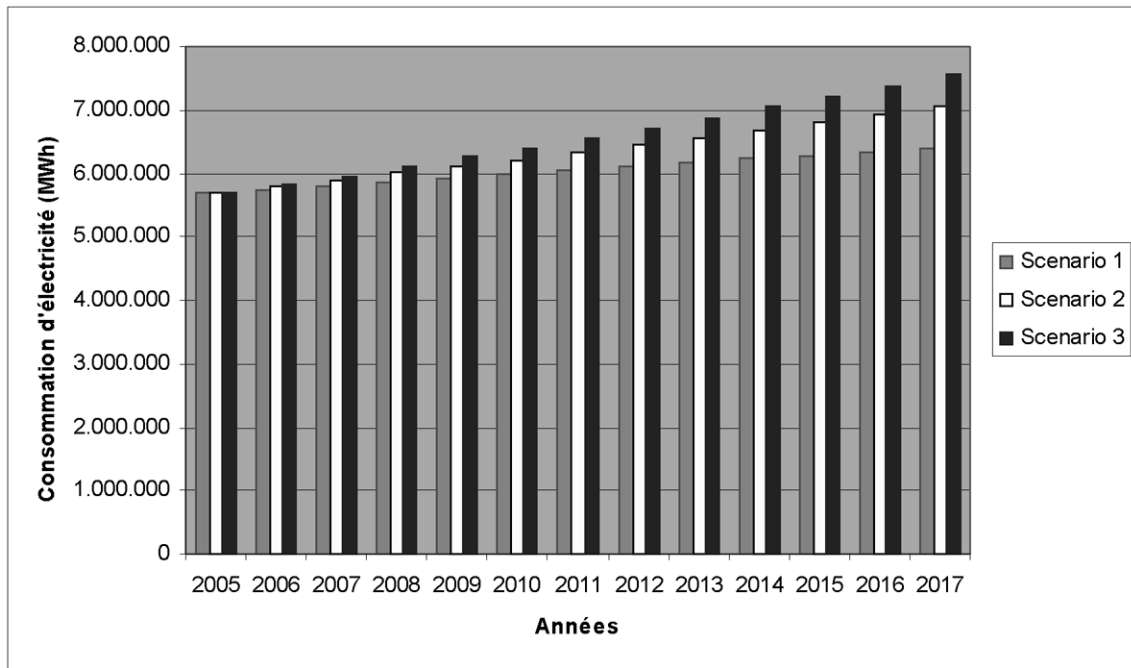


Figure 2 : Evolution de la consommation d'électricité

La Figure 3 illustre l'évolution du nombre de certificats verts à remettre pour les trois scénarios d'évolution de la consommation et pour un quota de certificats verts constant égal à 2,5 % (quota pour l'année 2006).

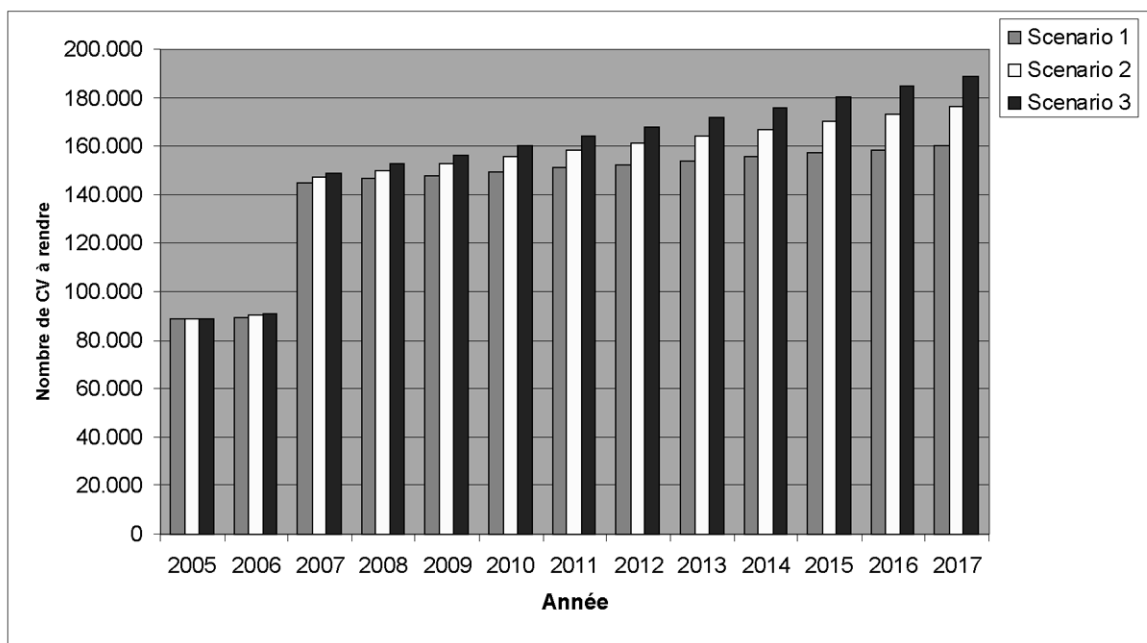


Figure 3 Evolution du nombre de certificats à remettre au cours des prochaines années pour les 3 scénarios d'évolution de la consommation et un quota inchangé égal à 2,5%

On observe un saut important du nombre de certificats verts à remettre en 2007, cela est dû à l'ouverture complète du marché de l'électricité à la clientèle résidentielle à partir du 1^{er} janvier 2007. Le quota de certificats verts à remettre par les fournisseurs porte sur la fourniture aux clients éligibles, raison pour laquelle le quota va fortement augmenter avec l'ouverture du marché aux clients résidentiels.

EVOLUTION DU PARC DE PRODUCTION D'ELECTRICITE VERTE SUR LA PERIODE 2007-2012

III.1.1 Cogénération

Nous pouvons estimer l'évolution du parc de production d'électricité verte pour les années à venir en nous basant sur les projets déjà réalisés, les projets en cours de réalisation ainsi que sur l'hypothèse d'un développement progressif du potentiel de cogénération bruxellois tel qu'identifié dans l'étude de l'IBGE mentionnée plus haut.

En plus des 25 installations actuellement certifiées et pouvant produire annuellement 15 à 20.000 certificats verts, nous avons recensé 20 projets en voie de réalisation. Ces nouvelles installations de cogénération auraient une puissance totale de 10 MW et une production annuelle estimée à 35.000 certificats verts supplémentaires.

L'étude de l'IBGE avait consisté à établir le potentiel bruxellois pour différents secteurs.

De ce potentiel ont été déduits les projets connus en cours de réalisation ou projetés dans un avenir proche. Le potentiel restant va dans un premier temps se développer lentement

et ensuite par effet d'entraînement se réaliser probablement dans un délai de 10 ans.

Le résultat obtenu par la méthode explicitée ci-dessus nous donne une évolution de la production de certificats verts qui est illustrée dans la figure suivante.

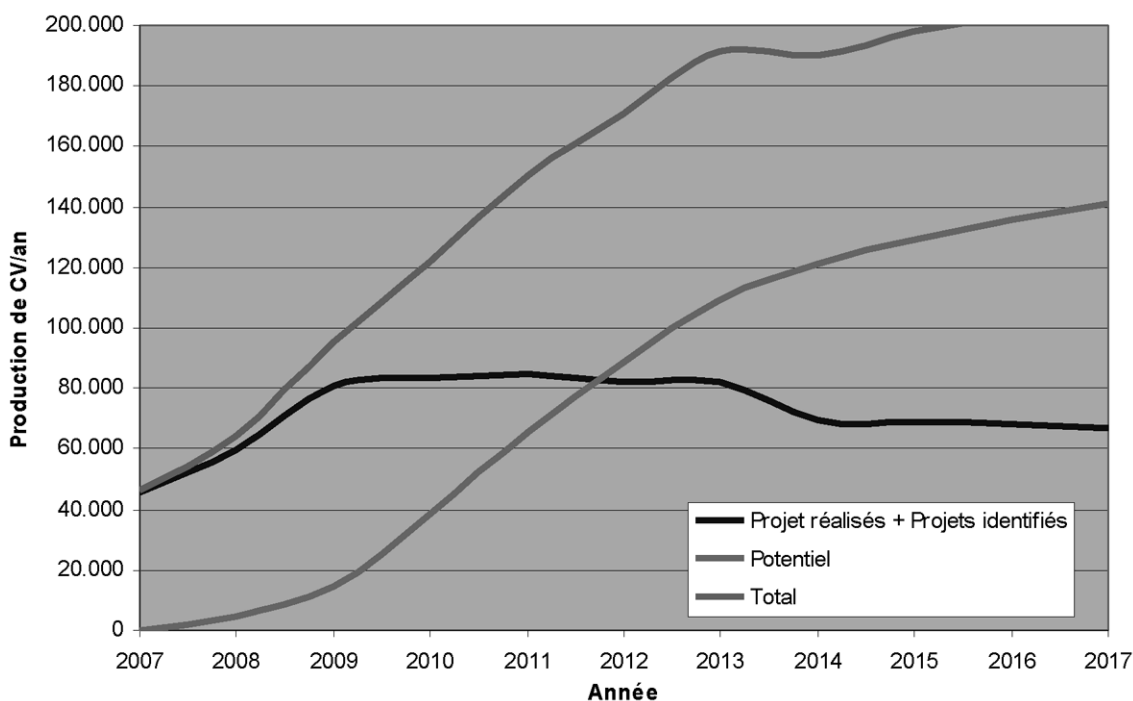


Figure 4 : Evolution de la production de certificats verts à Bruxelles

On estime ainsi qu'à l'horizon 2012, près de 175.000 certificats verts pourraient être octroyés annuellement à Bruxelles. Cela correspondrait à un quota de 3,0 % de certificats verts en 2012 si l'on considère le scénario 1 (scénario de maîtrise de la demande) de l'évolution de la consommation d'électricité à Bruxelles.

III.1.2 Biomasse

D'une part, dans l'estimation faite ci-dessus, on ne tient pas compte du fait que des projets importants de production d'électricité à partir de biomasse pourraient s'installer à Bruxelles. D'autre part, le potentiel de cogénération que nous avons pris en considération

est uniquement celui des cogénérations fonctionnant au gaz naturel. Si ces mêmes projets fonctionnaient avec de la biomasse, ils pourraient recevoir un nombre plus important de certificats verts.

Aux 175 000 certificats verts que nous avons identifiés il conviendrait donc d'ajouter une marge pour prendre en compte l'émergence probable de projets de production d'électricité à partir de la biomasse⁴. Vu l'importante économie de CO₂ qu'ils réalisent, les projets de production à partir de la biomasse se verraient octroyés un nombre important de certificats verts en Région de Bruxelles-Capitale.

III.1.3 Autres

Toutes les autres technologies existantes comme l'éolien, le photovoltaïque ou l'hydraulique devraient rester marginaux à Bruxelles. En effet, il n'existe à l'heure actuelle aucune technologie d'éolienne ayant fait ses preuves en milieu urbain et les projets de ce type sont très rares de par le monde. En ce qui concerne le photovoltaïque, les puissances que l'on peut raisonnablement attendre sont faibles et, par conséquent, le nombre de certificats verts octroyés également. Enfin, il n'existe évidemment pas de potentiel pour des installations hydrauliques à Bruxelles.

L'EOLIEN OFF-SHORE

Les 3 Régions et l'Etat fédéral semblent actuellement d'accord pour dire que l'électricité produite par les éoliennes off-shore ne génèrent pas des certificats verts acceptés sur les marchés des certificats verts régionaux. Nous ne tenons donc provisoirement pas compte de cette production pour la détermination du quota bruxellois.

Si l'électricité verte produite en Mer du Nord devaient à l'avenir alimenter en certificats verts les marchés de certificats verts régionaux, il faudrait adapter en conséquence les quotas régionaux et donc également le quota bruxellois.

SCENARIOS PROSPECTIFS

III.1.4 Quota en attente

Dans ce scénario, le quota de certificats verts est fixée de sorte que l'offre et la demande en certificats verts s'équivalent au plus vite. Pour un tel scénario, il conviendrait de geler temporairement la progression du quota vu que l'offre en certificats verts bruxellois ne suit actuellement pas la demande. Pour ce scénario, le quota serait par exemple constant et égal à 2,5 % jusqu'en 2009 et augmenterait de 0,25 % les années suivantes.

III.1.5 Quota en avance

Dans ce scénario, le quota de certificats verts est fixé de sorte à poursuivre de manière progressive et constante l'effort consentit pour augmenter la part d'électricité verte dans la production d'électricité. Dans cet esprit, on considère que le déficit actuel en terme de production d'électricité verte à Bruxelles est passager et que la demande importante en certificats verts va provoquer une augmentation des moyens de productions à Bruxelles dans les années à venir. Pour ce scénario le quota continuerait d'augmenter de 0,25 % au cours des prochaines années.

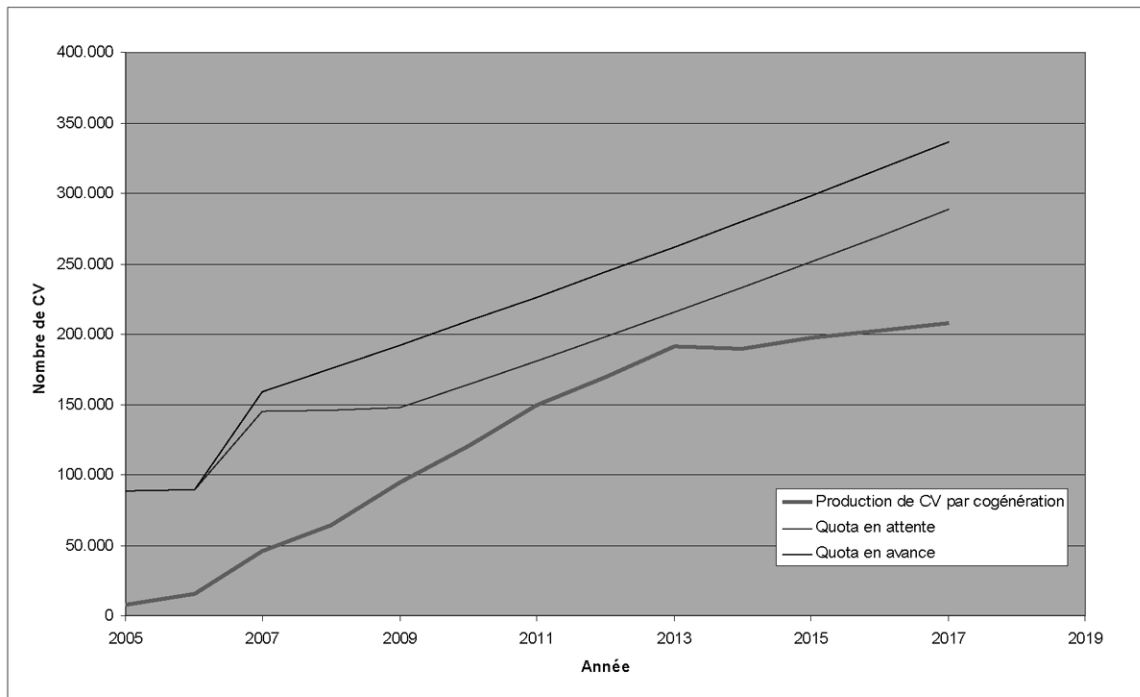


Figure 5 : Comparaison des scénarios prospectifs d'évolution du quota

On constate sur la figure 5 qu'une augmentation progressive de 0,25 % du quota correspond à la croissance de la production de certificats verts attendus pour la seule cogénération à Bruxelles.

Nous remarquons que dans le cas d'un quota en attente, il est plus probable que la production de certificats verts rejoigne, puis dépasse la demande en certificats verts. Ce risque est rendu plus important si des grands projets de production d'électricité à partir de biomasse s'implantent à Bruxelles. Pour rappel, ces éventuels projets ne sont pas repris dans les prédictions de production de certificats verts qui apparaissent sur la figure 5.

D'autre part, le fait d'opter pour un quota en attente reviendrait à réduire quelque peu l'effort du consommateur d'électricité en faveur des moyens de production d'électricité verte.

Dans le cas d'un quota en avance, un écart plus important entre offre et la demande de certificats verts est maintenu. Cela à l'avantage d'anticiper une augmentation importante mais imprévue de la production de certificats verts, notamment rendu possible par d'éventuels projets biomasses qui s'implanteraient à Bruxelles. Par ailleurs, ce scénario reviendrait à maintenir un effort progressif des consommateurs en faveur des moyens de production d'électricité verte. Ce scénario serait plus favorable pour l'implantation de nouveaux producteurs en Région de Bruxelles.

III.1.6 Montant de l'amende

Le montant de l'amende pour non remise du quota des certificats verts est actuellement de 75 euro. A partir de 2007 et pour les années suivantes, le montant de l'amende est fixé à 100 euro par certificat vert manquant. L'augmentation du montant de l'amende

constitue une amélioration sensible du mécanisme de soutien pour les producteurs d'électricité verte situés en Région de Bruxelles-Capitale.

Au vu des scénarios prévisionnels des sections précédentes, on peut cependant se demander si le montant de l'amende – et donc le soutien aux producteurs vert – est suffisant pour encourager l'émergence de nouveaux projets.

A partir de 2007, avec une amende à € 100, l'amende sera identique en Région de Bruxelles-Capitale à celle en vigueur en Région wallonne et inférieure à celle en vigueur en Région flamande. Cependant, pour des installations identiques, le nombre de certificats verts octroyés par le Service est supérieur au nombre de certificats verts octroyés par les autres régulateurs. Cette différence réside dans la méthode de calcul du nombre de certificats verts, spécifique à chaque Région et plus avantageux en Région de Bruxelles-Capitale. Le soutien aux producteurs bruxellois d'électricité verte est donc plus élevé que dans les autres Régions. Cette différence est justifiée par les difficultés inhérentes à la réalisation de projets de production d'électricité verte en milieu urbain. Le potentiel, les gisements exploitables et la place nécessaire à la réalisation des projets sont moindres comparés aux autres Régions.

D'autre part, des études comme celle portant sur le potentiel de cogénération ont montré la bonne viabilité économique des projets de production d'électricité verte à Bruxelles. Il n'est donc actuellement pas justifié d'augmenter encore l'avantage comparatif des producteurs bruxellois à l'égard de leurs homologues. Il convient d'attendre pour pouvoir juger correctement de l'évolution du parc de production bruxellois et pouvoir ainsi envisager un soutien plus important si nécessaire.

III.1.7 La répercussion des coûts sur le consommateur

C'est le consommateur d'électricité qui finance, au travers de l'obligation faite aux fournisseurs, le mécanisme de soutien à la production d'électricité verte que constituent les certificats verts.

En considérant un quota de 2,5 % et des certificats verts négociables à un prix moyen de € 92 sur le marché des certificats verts, nous pouvons en déduire le coût supplémentaire engendré par les certificats verts à charge des fournisseurs qui le répercuteront sur leurs clients. Ce coût s'élève dans ce cas à € 0,0023/kWh.

A Bruxelles, 69 % de la consommation d'électricité concerne les clients professionnels et les 31 % restant concerne la clientèle résidentielle.

Pour un ménage bruxellois type, consommant 3.000 kWh d'électricité annuellement, ce surcoût reviendrait à € 6,9 par ménage. Pour l'ensemble de la fourniture d'électricité aux ménages bruxellois cela représente quelque 4 millions d'euros.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Depuis 2001, les fournisseurs ont connaissance de leurs obligations en matière d'électricité verte en Région de Bruxelles-Capitale. En 2006, les moyens de production d'électricité verte en Région bruxelloise permettent de produire 15 000 certificats verts par année, soit l'équivalent de 17 % du quota de la Région.

D'une part, de 2001 à 2006, les moyens de production en électricité verte ont augmenté de 11 MW, essentiellement de la cogénération au gaz naturel. Cette augmentation du parc de production n'est pas suffisante pour satisfaire au quota bruxellois. D'autre part, nous savons que le potentiel de cogénération bruxellois est important et que la rentabilité économique de ces projets est assurée par le mécanisme de certificats verts. D'autres technologies, notamment celles fonctionnant à partir de biomasse, disposent elles aussi des conditions favorables pour se développer à Bruxelles.

Si les moyens de productions en électricité verte de Bruxelles ne permettent pas aujourd'hui de combler le quota de la Région, il ne s'agit probablement que d'une question de temps.

Compte tenu du déficit actuel de certificats verts et vu l'évolution prévisible du parc bruxellois sur la période 2007-2012, le Service recommande dans une phase transitoire de trois ans (pour 2007, 2008 et 2009) de maintenir le quota en son état actuel et ensuite d'augmenter d'un quart de pourcent par an (soit 2,75 % en 2010, 3 % en 2011 et 3,25 % en 2012) Comme nous l'avons vu dans la section III.2, la production d'électricité verte bruxelloise en 2012 et en tenant compte de développement de cogénérations à partir de biomasse sera en mesure d'atteindre le niveau nécessaire pour satisfaire à un quota qui serait fixé à 3,25 %.

Le Service recommande par ailleurs que le quota de certificats verts soit dorénavant fixé au minimum 3 années à l'avance, sauf à augmenter les quota d'avant 2012 au cas où de nouveaux producteurs importants modifient substantiellement le marché, ceci afin d'apporter de la stabilité nécessaire au système des certificats verts et la confiance des différents acteurs.

Notes

(1) Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 2004 relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité.

(2) Arrêté ministériel du 3 mai 2005 portant reconnaissance des certificats verts wallons aux fins de permettre leur comptabilisation pour le respect de l'obligation mise à charge des fournisseurs en Région de Bruxelles-Capitale par l'article 28, § 2, de l'ordonnance électricité.

(3) Quel potentiel pour la cogénération? : Etude sur le potentiel de la cogénération à Bruxelles », IBGE juillet 2006.

(4) Voir à cet effet, la part importante de la biomasse dans la production d'électricité verte en régions flamande et wallonne. Plus particulièrement selon le « Rapport annuel spécifique 2005, CD-6e16-CWaPE » de la Cwape sur l'évolution du marché des certificats verts, en Wallonie la fraction de certificats verts produits par la biomasse atteindrait 60 % en 2006.

22 NOVEMBER 2006. — Advies SR-20061122-50 van het dienstregulering betreffende de quota voor groenestroomcertificaten voor het jaar 2007 en volgende ter bevordering van groene elektriciteit en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gegeven bij toepassing van artikel 28, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

I. RECHTSGROND

1. Artikel 28 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna « elektriciteitsordonnantie » genoemd) luidt als volgt :

Art. 28. § 1^{er}. *Om de productie van groene energie alsook kwalitatieve warmtekrachtkoppeling op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bevorderen, wordt een systeem van groenestroomcertificaten ingevoerd.*

Na advies van de Dienst, bepaalt de Regering de criteria, de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van groenestroomcertificaten alsook de procedure voor de certificering van de installaties van groene elektriciteit en warmtekrachtkoppeling.

De Dienst kent de groenestroomcertificaten toe op basis van objectieve en nietdiscriminerende criteria (...).

§ 2. Iedere leverancier, met uitzondering van de distributienetbeheerder, levert aan de Dienst een aantal groenestroomcertificaten af dat overeenstemt met de in deze paragraaf opgelegde jaarlijkse quota, vermenigvuldigd met het geheel van leveringen, uitgedrukt in MwU, in de loop van het jaar aan in aanmerking komende afnemers gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en gedeeld door 1 MwU.

De quota zijn :

1° 2 % voor het jaar 2004;

2° 2,25 % voor het jaar 2005;

3° 2,5 % voor het jaar 2006.

De Regering bepaalt, na advies van de Dienst, de quota voor de volgende jaren op basis van de evolutie van de groene-elektriciteitsmarkt en van de werking van de vrijgemaakte markt.

Na advies van de dienst, bepaalt de Regering de voorwaarden waaronder de leveranciers door andere overheden uitgegeven groenestroomcertificaten aan de Dienst kunnen afleveren, alsook de praktische uitvoeringsregels van deze paragraaf.

§ 3. In geval van, gehele of gedeeltelijke, niet-uitvoering van de verplichting bepaald in § 2, legt de Dienst een boete op aan de betrokken leverancier overeenkomstig artikel 32, § 2bis.

2. Het steunmechanisme voor groene elektriciteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest past in het kader van twee Europese richtlijnen terzake : de richtlijn 2001/77/EG betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen, en de richtlijn 2004/8/EG inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling.

De richtlijn 2001/77/EG maakt melding van de nationale streefdoelen van de lidstaten voor wat betreft het aandeel groene elektriciteit in het bruto stroomverbruik in 2010.

Ieder gewest legt zelf doelstellingen vast in functie van de lokale mogelijkheden voor het ontwikkelen van nieuwe installaties voor groene stroom. De vooropgestelde doelstelling van België bedraagt 6 % groene elektriciteit tegen 2010. De Europese doelstelling bedraagt 22 % groene elektriciteit in 2010.

II. VOORAFGAANDE UITEENZETTING EN ANTECEDENTEN DE TOESTAND OP DE MARKT VAN GROENESTROOMCERTIFICATEN

De markt van groenestroomcertificaten bestaat sinds mei 2004 (1). Gelet op toestand op de markt van groenestroomcertificaten in 2004, heeft de Dienst Regulering de administratieve boete voor het niet-nakomen van de verplichting, bedoeld in artikel 28, § 2 van de ordonnantie, niet geïnd. Voor het jaar 2005 werden er wel boetes geïnd, omdat er vanaf dat jaar ook Waalse groenestroomcertificaten in rekening mochten worden gebracht bij de Dienst voor het naleven van het Brusselse quotum.

Onderstaande tabel toont de evolutie inzake de productie van groenestroomcertificaten in Brussel sinds de invoering van het systeem.

Trimester	Aantal toegekende GSC's
2004-trim4	3 512
Totaal 2004	3 512
2005-trim1	3 173
2005-trim2	0
2005-trim3	0
2005-trim4	4 807
Totaal 2005	7 980
2006-trim1	9 030,3
2006-trim2	1 444,9
Totaal 2006	10 475,2
Totaal	21 967,2

Tabel 1: Evolutie van de productie van groenestroomcertificaten in Brussel

Er werden tot op heden 21.967,2 groenestroomcertificaten toegekend over een periode van 21 maanden.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest telt momenteel 25 installaties voor de productie van groene elektriciteit, met een totale geïnstalleerde capaciteit van 17,8 MW.

- 22 warmtekrachtkoppelinginstallaties (17,42 MW), waarvan 5 gecertificeerd in 2006.

- 3 fotovoltaïsche installaties (38 kW), allemaal gecertificeerd in 2006.

Het aantal producenten van groene stroom verbonden aan de 25 gecertificeerde installaties bedraagt 7. Sinds 2001 zijn de productiemiddelen gestegen met 11MW, voornamelijk door warmtekrachtkoppeling op aardgas.

PRODUCTIEPARK VOOR ELEKTRICITEIT OPGEWOKT UIT HERNIEUWBARE ENERGIEBRONNEN EN KWALITEITSWARMTEKRACHTKOPPELING

Het vermogen van het productiepark voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen (E-HEB) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals bedoeld in de richtlijn 2001/77/EG, bedraagt 38 kW. De productie op jaarbasis van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen van dit park wordt geraamd op 34,2 MWu, d.w.z. 0,0000062 % van het totale elektriciteitsverbruik in Brussel. De rest van het Brusselse productiepark bestaat uit warmtekrachtkoppeling op aardgas. Dit valt niet onder de categorie van hernieuwbare energiebronnen zoals bedoeld in de richtlijn 2001/77/EG, maar beantwoordt wel aan de doelstellingen inzake het beperken van de CO₂-uitstoot vastgelegd in de richtlijn 2004/8/EG inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling.

In Brussel heeft het begrip 'groene stroom' zowel betrekking op elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen, als op elektriciteit opgewekt door kwaliteitswarmtekrachtkoppeling.

STELSEL VAN ERKENNING VAN WAAELSE GROENESTROOMCERTIFICATEN

Het ministerieel besluit van 3 mei 20052 houdt de erkenning in van Waalse groenestroomcertificaten voor de naleving van het quotum in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De erkenning van Waalse groenestroomcertificaten stelde de leveranciers in staat om te voldoen aan hun quotumverplichtingen voor het jaar 2005.

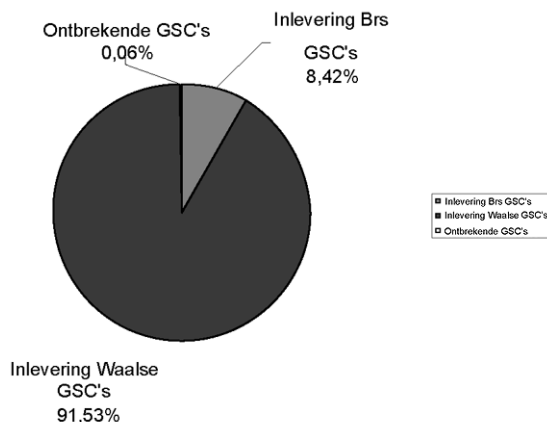
QUOTUMINLEVERING GROENESTROOMCERTIFICATEN IN 2005

In 2005, werd een volume van 3.938 GWu elektriciteit geleverd aan in aanmerking komende afnemers. Aangezien het quotum voor dat jaar 2,25 % bedroeg, moesten er dus 88.610 groenestroomcertificaten worden afgeleverd.

Bijna alle leveranciers zijn tegemoetgekomen aan hun verplichting inzake groenestroomcertificaten voor het jaar 2005. Slechts 51 certificaten werden niet afgeleverd. De onderstaande tabel geeft een overzicht van de quotuminlevering voor het jaar 2005.

Quotum (%)	2,25 %
Elektriciteit geleverd aan in aanmerking komende klanten	3 938 383 MWu
Aantal af te leveren GSC's	88 610
Aantal afgeleverde Brusselse GSC's	7 458
Aantal afgeleverde Waalse GSC's	81 101
Totaal aantal afgeleverde GSC's	88 559
Aantal niet-afgeleverde GSC's	51
Aantal Brusselse GSC's in voorraad op het moment van de inlevering	11 492
Aantal GSC's in voorraad op 15/10/2006	14 509,2

Tabel 2: Quotuminlevering voor het jaar 2005



Figuur 1: Indeling naar herkomst van de quotuminlevering 2005

Figuur 1 toont de verdeling naar herkomst. We stellen vast dat 91,53 % van de in 2005 overgemaakte certificaten, Waalse groenestroomcertificaten zijn. De ontwikkeling sinds 2001 van nieuwe productiemiddelen voor het opwekken van groene stroom in Brussel, is ontoereikend gebleken om aan het quotum te kunnen voldoen, en dit ondanks het zeer belangrijke Brusselse potentieel inzake warmtekrachtkoppeling (3). Zoals bij elke relatief nieuwe technologie, is ook hier, niettegenstaande de duidelijke economische voordelen, een zekere leerplicht nodig.

III. TOEKOMSTGERICHTE ANALYSE

EVOLUTIE VAN HET ELEKTRICITEITSVERBRUIK IN BRUSSEL

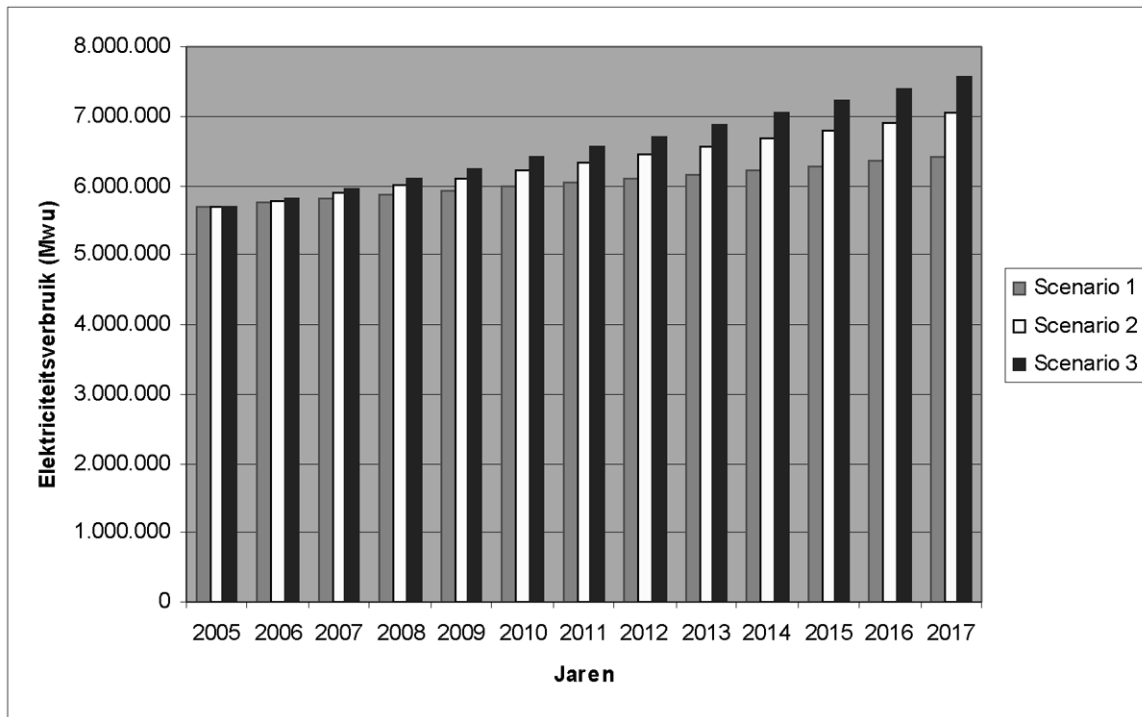
De evolutie van het elektriciteitsverbruik in Brussel heeft een impact op het aantal over te maken groenestroomcertificaten, aangezien het quotum wordt uitgedrukt als een percentage van de levering van elektriciteit aan in aanmerking komende afnemers. We zullen drie scenario's m.b.t. de evolutie van het verbruik in overweging nemen.

Het eerste scenario gaat uit van een situatie waarbij de vraag naar elektriciteit wordt beheerst. Hierbij wordt uitgegaan van de hypothese dat door de stijging van de energieprijzen en het invoeren van beleidsmaatregelen voor een rationeel energieverbruik, de jaarlijkse stijging van het verbruik beperkt zal blijven tot 1 %.

Het tweede scenario is gebaseerd op een toename van het verbruik met 1,8 % op jaarbasis. Dit is het verbruiksscenario waarmee de Brusselse netbeheerders rekening houden bij de uitwerking van hun investeringsplannen.

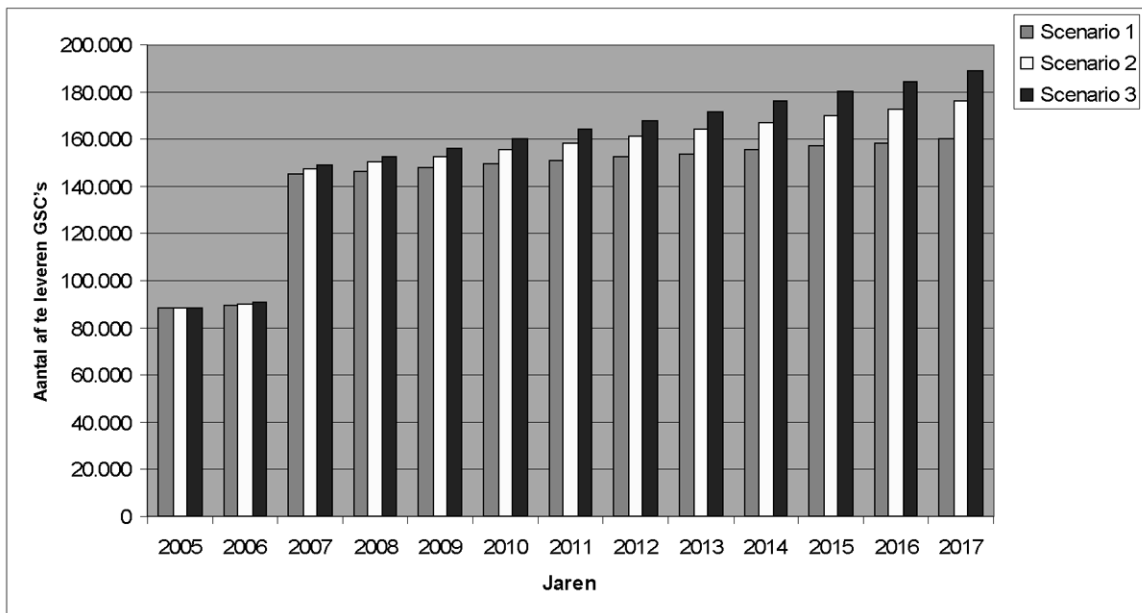
In het derde scenario wordt uitgegaan van een blijvend stijgend verbruik volgens de tendens van de voorbije jaren. We baseren ons hierbij op de cijfers van de laatste Brusselse energiebalans. Het Gewest kende tussen 1990 en 2004 een gemiddeld jaarlijks groeipercantage van 2,4 %.

Het totale elektriciteitsverbruik in 2005 bedroeg 5.687.665 MWu. Het verbruik van de in aanmerking komende afnemers, dat dient als basis voor de berekening van het quotum, bedroeg 3.938.383 MWu. Figuur 2 toont de evolutie van het elektriciteitsverbruik in de 3 hierboven beschreven scenario's.



Figuur 2 : Evolutie van het elektriciteitsverbruik

Figuur 3 toont de evolutie van het aantal over te maken groenestroomcertificaten voor de 3 verschillende verbruiksscenario's en bij een ongewijzigd quotum groenestroomcertificaten ten belope van 2,5 % (quotum voor het jaar 2006).



Figuur 3: Evolutie van het aantal in de komende jaren over te maken certificaten voor de 3 verbruiksscenario's bij een ongewijzigd quotum ten belope van 2,5 %

We noteren een plotse, sterke stijging van het aantal in 2007 over te maken groenestroomcertificaten als gevolg van de volledige openstelling van de elektriciteitsmarkt voor huishoudelijke klanten vanaf 1 januari 2007. Het quotum door de leveranciers over te maken groenestroomcertificaten heeft betrekking op de leveringen aan in aanmerking komende afnemers. Dit is meteen de reden waarom het quotum fors zal stijgen bij de vrijmaking van de markt voor huishoudelijke klanten.

EVOLUTIE VAN HET PRODUCTIEPARK VOOR GROENE STROOM IN DE PERIODE 2007-2012

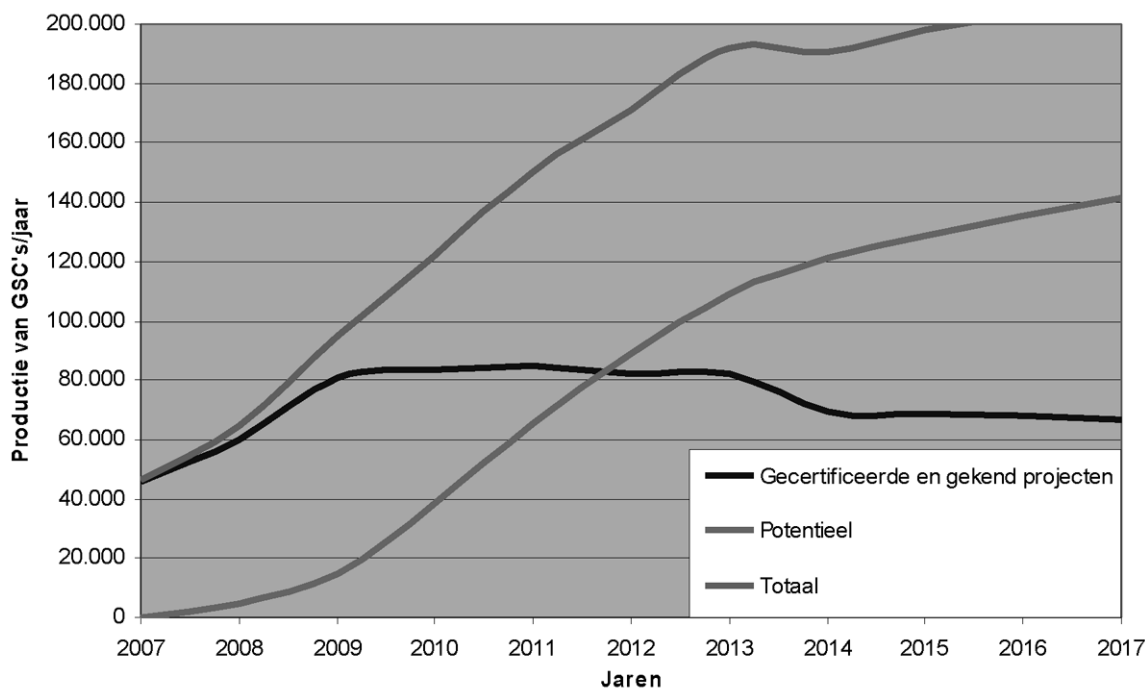
III.1.1 Warmtekrachtkoppeling

We kunnen een raming maken van de evolutie van het productiepark voor groene elektriciteit voor de komende jaren, op basis van zowel de reeds gerealiseerde projecten als de projecten in uitvoering, en uitgaande van de progressieve uitbouw van het Brusselse potentieel op gebied van warmtekrachtkoppeling zoals weergegeven in de bovenvermelde studie van het BIM.

Naast de 25 reeds gecertificeerde installaties die jaarlijks tussen de 15 en 20.000 groenestroomcertificaten kunnen produceren, werden ook 20 projecten in uitvoering nader bestudeerd. Deze nieuwe warmtekrachtkoppelingssystemen zouden een totaal vermogen van 10 MW en een geschatte jaarlijkse productie van 35.000 bijkomende groenestroomcertificaten kunnen opleveren.

De studie van het BIM bestond er in het Brusselse potentieel vast te stellen voor verschillende sectoren. Van dit potentieel werden de gekende projecten in uitvoering of de in de nabije toekomst geplande projecten afgetrokken. Het overige potentieel zal zich eerst langzaam ontwikkelen en zal vervolgens door het aanjaageffect waarschijnlijk binnen een periode van 10 jaar gerealiseerd kunnen worden.

Het met de hierboven beschreven methode behaalde resultaat, geeft aanleiding tot een evolutie van het aantal geproduceerde groenestroomcertificaten zoals weergegeven in onderstaande figuur.



Figuur 4 : Evolutie van de productie van groenestroomcertificaten in Brussel

Geraamd wordt dat tegen 2012 er in Brussel jaarlijks bijna 175.000 groenestroomcertificaten zouden kunnen worden toegekend. Dit zou overeen komen met een quotum van 3,0 % groenestroomcertificaten in 2012, rekening houdend met scenario 1 (scenario waarbij de vraag naar elektriciteit wordt beheerst) inzake de evolutie van het elektriciteitsverbruik in Brussel.

III.1.2 Biomassa

Eenzijds wordt er in de hierboven gemaakte raming geen rekening gehouden met het feit dat er belangrijke projecten inzake de opwekking van elektriciteit uit biomassa zouden kunnen worden opgezet op het Brussels grondgebied. Anderzijds werd er voor wat betreft het potentieel inzake warmtekrachtkoppeling enkel rekening gehouden met warmtekrachtkoppelinginstallaties op aardgas. Indien deze projecten biomassa zouden gebruiken, zouden ze recht hebben op een groter aantal groenestroomcertificaten.

Aan de 175.000 reeds geïdentificeerde groenestroomcertificaten, zou dus een zekere marge moeten worden toegevoegd om rekening te houden met een verwachte toename van projecten voor elektriciteitswinning uit biomassa⁴. Gelet op de aanzienlijk geringere CO₂-uitstoot van biomassa, zouden deze projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen rekenen op een groot aantal groenestroomcertificaten.

III.1.3 Andere

Alle andere bestaande technologieën zoals windkracht, zonne-energie of waterkracht zouden van marginaal belang moeten blijven in Brussel. Er bestaat op dit ogenblik geen enkele windenergietechnologie die effectief is gebleken in een stedelijke omgeving. Er zijn wereldwijd dan ook maar weinig van dergelijke projecten gerealiseerd. Wat zonneenergie betreft, is het realistisch haalbare vermogen, en dus ook het aantal toegekende groenestroomcertificaten, uiterst beperkt. Ten slotte zijn er in Brussel vanzelfsprekend geen mogelijkheden voorhanden op gebied van waterkrachtinstallaties.

OFFSHORE WINDENERGIE

Tussen de 3 Gewesten en de federale Staat lijkt er op dit ogenblik overeenstemming te bestaan over het feit dat elektriciteit afkomstig van windenergie op zee geen groenestroomcertificaten oplevert die aanvaard kunnen worden op de gewestelijke markten van groenestroomcertificaten. We houden voorlopig dan ook geen rekening met deze elektriciteitsproductie bij het bepalen van het Brusselse quotum.

Indien in de toekomst groene stroom, opgewekt in de Noordzee, groenestroomcertificaten zou opleveren voor de gewestelijke markten van groenestroomcertificaten, dan zouden de gewestelijke quota en dus ook het Brusselse quotum moeten worden aangepast.

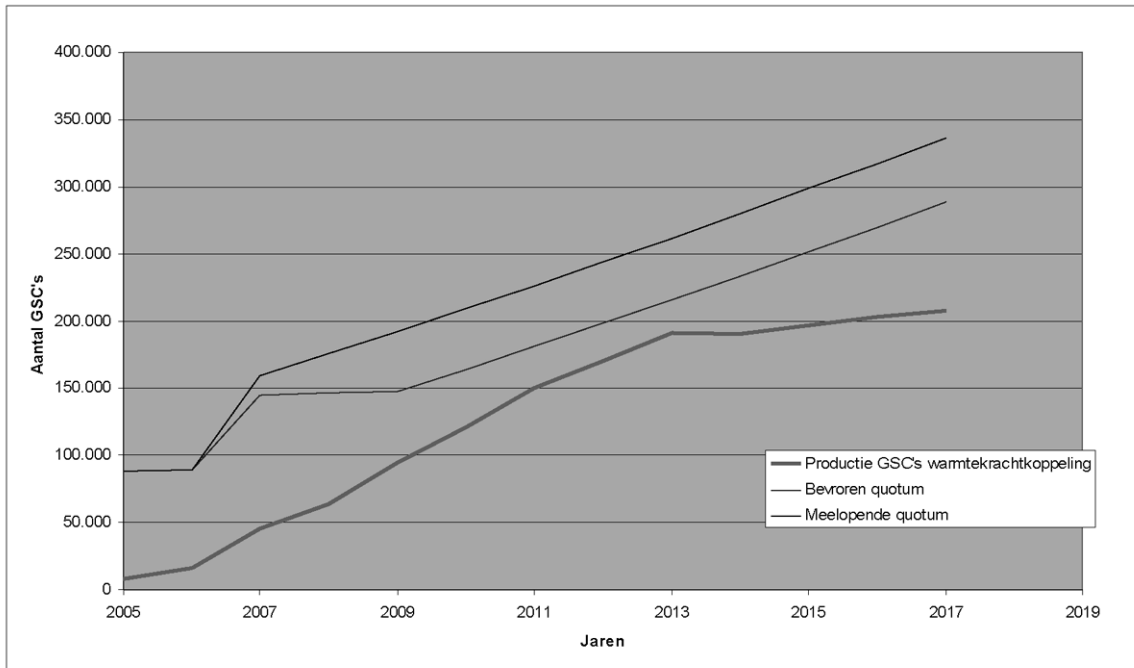
TOEKOMSTSCENARIO'S

III.1.4 Bevroren quotum

In dit scenario wordt het quotum van groenestroomcertificaten zo bepaald dat vraag en aanbod inzake groenestroomcertificaten zo snel mogelijk in evenwicht zijn. In een dergelijk scenario zou het volstaan om de stijging van het quotum tijdelijk te bevriezen, gelet op het feit dat het aanbod van Brusselse groenestroomcertificaten momenteel niet tegemoetkomt aan de vraag. In dit scenario blijft het quotum bijvoorbeeld ongewijzigd en gelijk aan 2,5 % tot 2009 om met 0,25 % te stijgen in de daarop volgende jaren.

III.1.5 Meelopende quotum

In dit scenario wordt het quotum van groenestroomcertificaten bepaald om gelijke tred te houden met de toenemende en aanhoudende inspanningen om het aandeel van groene elektriciteit binnen de totale elektriciteitsproductie te verhogen. Binnen deze logica wordt het huidige tekort inzake de opgewekte hoeveelheid groene stroom in Brussel gezien als een tijdelijk probleem, en gaat men ervan uit dat de grote vraag naar groenestroomcertificaten in de komende jaren zal leiden tot een toename van de productiemiddelen in Brussel. In dit scenario, zou het quotum in de komende jaren blijven stijgen met 0,25 %.



Figuur 5: Vergelijkende weergave van de verschillende toekomstscenario's m.b.t. de evolutie van het quotum

Figuur 5 toont aan dat een progressieve verhoging van het quotum met 0,25 % overeenkomt met de stijging van de productie van groenestroomcertificaten die uitsluitend voor warmtekrachtkoppeling in Brussel worden verwacht.

We noteren dat in het geval van een bevroren quotum, de kans groter is dat de productie van groenestroomcertificaten de vraag naar groenestroomcertificaten bijhaalt en deze vervolgens overstijgt. Dit risico neemt nog toe wanneer er grote projecten voor elektriciteitsopwekking uit biomassa in Brussel worden opgezet. Ter herinnering, deze mogelijke projecten zijn niet opgenomen in de in figuur 5 weergegeven voorspellingen inzake de productie van groenestroomcertificaten. Anderzijds zou de keuze voor een bevroren quotum kunnen neerkomen op een kleine vermindering van de inspanning vanwege de elektriciteitsverbruiker ten voordele van de productiemiddelen van groene elektriciteit.

In geval van een meelopend quotum, blijft er een groter verschil bestaan tussen het aanbod en de vraag naar groenestroomcertificaten. Dit heeft als voordeel dat er vooruitgelopen wordt op een belangrijke, maar onverwachte stijging in de productie van groenestroomcertificaten, onder meer als gevolg van mogelijke projecten op basis van biomassa die in Brussel zouden worden opgezet. Dit scenario zou bovendien kunnen neerkomen op het behoud van een toenemende inspanning vanwege de verbruikers ten voordele van de productiemiddelen voor groene elektriciteit. Dit scenario zou gunstiger zijn voor het aantrekken van nieuwe producenten naar het Brussels Gewest.

III.1.6 Bedrag van de boete

Het bedrag van de boete voor het niet inleveren van het quotum groenestroomcertificaten is op dit ogenblik 75 euro. Vanaf 2007 en voor de volgende jaren werd het bedrag van de boete vastgesteld op 100 euro per ontbrekend groenestroomcertificaat. De verhoging van het bedrag van de boete is een aanzienlijke verbetering van het ondersteuningsmechanisme voor de producenten van groene elektriciteit, gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het licht van de vooruitlopende scenario's van de voorgaande afdelingen, kan men zich nochtans afvragen of het bedrag van de boete – en bijgevolg de ondersteuning van de groene stroomproducenten – voldoende is om de totstandkoming van nieuwe projecten aan te moedigen.

Vanaf 2007 zal, met een boete van € 100, de boete in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest identiek zijn aan deze die geldt in het Waalse Gewest en lager zijn dan deze die geldt in het Vlaamse Gewest. Evenwel is, voor identieke installaties, het aantal door de Dienst toegekende groenestroomcertificaten hoger dan het aantal groenestroomcertificaten toegekend door de andere regulatoren. Dit verschil is te verklaren door de methode van berekening van het aantal groenestroomcertificaten die specifiek is voor elk Gewest en voordeliger is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De ondersteuning van de Brusselse producenten van groene elektriciteit is bijgevolg belangrijker dan in de andere gewesten.

Dit verschil is gerechtvaardigd door de moeilijkheden inherent aan de realisatie van projecten voor de opwekking van groene stroom in een stedelijke omgeving. Het potentieel, de locaties die kunnen worden uitgebaat en de plaats nodig voor de realisatie van de projecten zijn minder aanwezig dan in de andere Gewesten.

III.1.7 De weerslag van de kosten op de verbruiker

Het is de elektriciteitsverbruiker die, via de verplichting opgelegd aan de leveranciers, het mechanisme financiert ter ondersteuning van de opwekking van groene stroom die de groenestroomcertificaten uitmaken.

Indien een quotum van 2,5 % in aanmerking wordt genomen en groenestroomcertificaten die onderhandeld kunnen worden tegen een gemiddelde prijs van € 92 op de markt van groenestroomcertificaten, kunnen wij er de bijkomende kost uit afleiden veroorzaakt door de groenestroomcertificaten ten laste van de leveranciers die deze zullen verhalen op hun klanten. Deze kost bedraagt in dit geval € 0,0023/kWu.

In Brussel heeft 69 % van het elektriciteitsverbruik betrekking op de professionele klanten. De overige 31 % betreft de huishoudelijke klanten.

Voor een Brussels type gezin dat jaarlijks 3.000 kWh elektriciteit verbruikt, zou deze meerkost neerkomen op € 6,9 per gezin. Voor het geheel van de elektriciteitslevering aan de Brusselse gezinnen vertegenwoordigt dit ongeveer 4 miljoen euro.

IV. CONCLUSIES EN AANBEVELINGEN

Sinds 2001 zijn de leveranciers op de hoogte van hun verplichtingen op het vlak van groene elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In 2006 laten de productiemiddelen voor groene elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het toe om jaarlijks 15.000 groenestroomcertificaten voort te brengen, wat overeenstemt met 17 % van het quotum van het Gewest.

Eenzijds stegen de productiemiddelen voor groene stroom tussen 2001 en 2006 met 11MW, voornamelijk door warmtekrachtkoppeling op aardgas. Deze groei van het productiepark is echter onvoldoende om aan het Brusselse quotum te voldoen. Anderzijds weten wij dat Brussel over een belangrijk potentieel beschikt op gebied van warmtekrachtkoppeling en dat de economische rentabiliteit van deze projecten verzekerd is door het mechanisme van groenestroomcertificaten. Andere technologieën, zoals deze op basis van biomassa, beschikken eveneens over gunstige voorwaarden om zich in Brussel te ontwikkelen.

Hoewel de productiemiddelen voor groene stroom in Brussel momenteel nog niet volstaan om volledig tegemoet te komen aan het quotum van het Gewest, zal dit in de toekomst naar alle waarschijnlijkheid wel het geval zijn.

Gelet op het huidige tekort aan groenestroomcertificaten en de verwachte evolutie van het Brusselse productiepark in de periode 2007-2012, beveelt de Dienst aan om het huidige quotum ongewijzigd te laten gedurende een overgangperiode van 3 jaar (voor 2007, 2008 en 2009) en het quotum vervolgens jaarlijks te verhogen met een kwart procent (2,75 % in 2010, 3 % in 2011, en 3,25 % in 2012). Zoals reeds vermeld in afdeling III.2, zal de productie van groene stroom in Brussel, rekening houdend met de uitbouw van warmtekrachtkoppeling op basis van biomassa, in 2012 voldoende groot zijn om te beantwoorden aan een quotum ten belope van 3,25 %.

De Dienst beveelt verder aan om voortaan het quotum van groenestroomcertificaten minstens 3 jaar op voorhand vast te leggen, behalve om de quota te verhogen vóór 2012 in geval dat belangrijke nieuwe producenten de markt substantieel zouden wijzigen, om het systeem van groenestroomcertificaten de nodige stabiliteit te verlenen en voldoende vertrouwen te scheppen bij de verschillende betrokken partijen.

Nota's

(1) Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 2004 betreffende de promotie van groene elektriciteit en van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling.

(2) Ministerieel besluit van 3 mei 2005 houdende erkenning van Waalse groenestroomcertificaten ten einde in rekening te worden gebracht voor de naleving van de verplichting opgelegd aan de leveranciers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij artikel 28, § 2, van de elektriciteitsordonnantie.

(3) « Welk potentieel voor warmtekrachtkoppeling? : Studie over het potentieel van warmtekrachtkoppeling in Brussel », BIM, juli 2006.

(4) Zie in dit verband, het belangrijke aandeel van biomassa in de productie van groene stroom in het Vlaamse en Waalse Gewest. Meer bepaald zou volgens het Specifiek jaarverslag 2005, CD-6e16-CWaPE' van de CWaPE met betrekking tot de evolutie van de markt van groenestroomcertificaten, het aandeel van de groenestroomcertificaten, geproduceerd door biomassa, 60 % bereiken in 2006.

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
F. 2007 — 2173 [C — 2007/31208]

3 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment l'article 175;

Vu l'ordonnance du 19 avril 2007, portant des dispositions diverses en matière de service public de transport en commun urbain dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué, modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 1997 et du 12 décembre 2002;

Sur la proposition du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
N. 2007 — 2173 [C — 2007/31208]

3 MEI 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, inzonderheid op artikel 175;

Gelet op de ordonnancie van 19 april 2007 houdende diverse bepalingen inzake openbare dienst van openbaar stadsvervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 mei 1997 en 12 december 2002;

Op voorstel van de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking